

REPUBLIQUE RWANDAISE

RPGR n°
CRI 2004 JI VANDERMEERSCH
N° PV : 005/04
N° Dossier : 57/95

SCEAU

PARQUET GENERAL
DE LA REPUBLIQUE
Province de / Ville de Kigali.....

PRO-JUSTITIA

*L'an deux mille quatre, le 1^{er} octobre à 10 heures
Devant nous AFRICA Frédéric, Officier du Ministère Public
au niveau de Province / Ville de Kigali
District/Ville de Kibungo*

*En présence de Damien VANDERMEERSCH, juge d'instruction, de Philippe MEIRE,
Procureur fédéral et de Valérie Migeot de la Police fédérale de Bruxelles*

*Comparaît le nommé GASAMAZA Germain
Fils de GASARE Joseph et de MUKANGWIJE Monique
Date de naissance 1963 (lieu) à KADUHA - GIKONGORO
Lieu de domicile à Kaduha - Gikongoro*

*Etat civil : Marié
Nom du conjoint : MUKESHIMANA Agnès
Nombre d'enfants : 4*

*Profession : cultivateur
Patrimoine : 1 maison
Nationalité : Rwandaise*

Antécédents judiciaires : -----/-----

*Nous déclare ce qui suit en Kinyarwanda, langue de son choix,
En qualité de témoin*

PV d'audition de GASAMAZA Germain
(en français et ainsi dans le texte original)

Q/ Le 6/4/1994 tu étais gendarme et tu étais chargé de garder le Premier ministre. Peux-tu nous dire comment les choses se sont déroulées pour ce qui concerne la mort d'Agathe et des militaires belges assassinés au Camp Kigali.

R/ Aux dates citées j'y étais effectivement.

Q/ Chez le Premier ministre nous étions

à 10 gendarmes, un chauffeur et six militaires Ghanéens de la MINUAR.

Le soir, un peu après 20h, nous avons entendu deux *coups* (en français et ainsi dans le texte original) d'obus du côté de Remera ou Kanombe. Mais nous n'avons pas su de quoi il s'agissait.

Quelque temps après un employé domestique de chez le Premier ministre est venu nous trouver dans une petite maison où vivaient les gendarmes qui n'étaient pas de service. Il m'a dit que Madame me cherchait. Il parlait du Premier ministre.

A ce moment là je venais également d'être appelé par le lieutenant MPORENDORE Innocent, qui était *Chef* de notre *Peloton* (en français dans le texte original).

Il s'informait de la *situation* (en français dans le texte original) qui prévalait à Kiyovu et me demandait si nous étions au courant de ce qui s'était passé.

Il m'a directement annoncé que l'avion qui transportait le président HABYARIMANA, son collègue burundais et leurs *délégations* (en français dans le texte original) venaient d'être abattu.

Il m'a promis de nous informer progressivement de l'évolution de la situation.

Ainsi j'ai répondu à l'appel du Premier ministre qui m'a demandé si j'étais au courant de ce que la Radio RTLTM venait d'annoncer.

Je lui ai répété ce que le *commandant* (en français dans le texte original) venait de me dire.

Elle m'a recommandé de garder *contacts* avec notre *commandement* (en français dans le texte original) de Kacyiru, me précisant qu'elle-même était en *contact* (en français dans le texte original) avec

114 114 114 114

le *commandant* (en français dans le texte original) de la MINUAR Roméo Dallaire.

J'ai rejoint dehors d'autres gendarmes qui avaient aussi eu l'information.

Nous avons commencé à examiner ce qui devait être fait, car à nos yeux, sans aucun doute les gens de l'*opposition* (en français dans le texte original) n'allaient pas s'en sortir facilement.

J'ai positionné les gendarmes, et de temps en temps je sortais m'informer auprès de ceux qui montaient la garde depuis un certain temps de l'évolution de la *situation* (en français dans le texte original).

Toutefois, jusque là, rien n'avait encore changé dans ce quartier.

Après un certain temps le lieutenant MPORENDORE m'a de nouveau appelé, pour me demander la *situation* (en français dans le texte original) de Kiyovu. Je lui ai dit que c'était comme d'habitude. Je lui ai également parlé de ce que nous planifions faire.

Il m'a averti qu'il fallait que nous agissions vite, puisque les G.P (*Garde Présidentielle* (en français et ainsi dans le texte original)) étaient sortis nombreux de leur camp, lourdement armé et qu'ils étaient entrain d'attaquer les domiciles des gens de l'*opposition* dans le *quartier ministériel* (en français dans le texte original).

Après cette conversation un gendarme m'a dit qu'il se pouvait que nous allions être attaqués, puisqu'il voyait un *blindé* (en français dans le texte original) au carrefour des routes menant chez le Président HABYARIMANA, chez Agathe (Premier ministre) et l'autre qui passe plus bas que Saint Michel, la cathédrale.

Sé

Sé

114

114

114

Avant l'arrivée de ce blindé, j'avais proposé à Madame le Premier ministre que nous devions quitter les lieux, avant que les routes ne soient fermées.

Elle m'a répondu qu'elle allait m'aviser en cas de nécessité, qu'elle était *en contact* (en français dans le texte original) avec le commandant de la MINUAR.

Je l'ai dit aux gendarmes qui m'ont fait remarqué que la décision était venu d'en haut. Ils m'ont proposé de demander au Lieutenant Colonel BAVUGAMENSHI, peut-être qu'il allait l'écouter.

Je l'ai cherché en vain et je me suis adressé au commandant MPORENDORE, afin qu'il s'adresse pour nous au Premier ministre.

Il m'a promis qu'il allait essayer.

Il a ajouté que plus les heures avançaient, plus la situation s'empirait et qu'il ne fallait pas que nous contions sur un quelconque renfort.

Je suis reparti m'entretenir avec le Premier ministre. Elle m'a dit que je devais patienter un peu, qu'elle même suivait l'évolution de la situation, qu'elle était en contact avec le Général Roméo Dallaire.

Une fois dehors je me suis rendu compte que toutes les petites rues que nous aurions pu emprunter avaient été fermées par les militaires.

C'est à ce moment-là que nous nous sommes mis à voir par où passer à pieds, en trompant la vigilance des gens des barrières.

C'est ainsi que nous avons créé une brèche dans l'arrière cour de son enclos.

104

104

104

104

(illisible)

Nous nous sommes rendu compte que c'était impossible, car cette route était aussi contrôlée (en français dans le texte original).

Nous sommes restés là, en attente.

La première grenade est tombée dans la résidence, mais nous n'avons pas su d'où elle était lancée.

Madame le Premier ministre a commencé à avoir peur. On voyait qu'elle venait de perdre tout espoir.

J'ai alors tout raconté au commandant, qui a regretté ne rien pouvoir pour nous, annonçant que la situation était grave.

Il nous a conseillé de voir si un voisin pouvait accepter de la cacher.

A l'aube j'ai entendu beaucoup de cliquettements de balles, sur la route d'en face, là où se trouvaient les gendarmes. Il y avait aussi des vrombissements des voitures.

Quand je suis allé voir j'ai trouvé qu'il s'agissait des militaires blancs qui discutait avec les gendarmes. Ils voulaient entrer et d'autres refusaient.

Lorsque j'ai commencé à m'entretenir avec eux, Madame le Premier ministre m'a fait venir en même temps qu'un autre militaire blanc.

Elle m'a dit de les laisser, que c'était elle qui les avait fait venir nous épauler.

Le militaire belge a dit au Premier ministre : « nous venions par contre vous conduire à la Radio, pour que vous fassiez un discours devant rassurer les Rwandais ».

Elle a refusé, disant qu'elle n'avait pas d'autorité, qu'il fallait la garder là où elle se trouvait.

Le Lt (nous pensons lieutenant) belge a rejoint ses hommes et les a positionné. Après il est venu

Sé

Sé

s'entretenir avec moi.

C'est alors que nous avons eu l'idée de lui chercher refuge chez un voisin américain. On disait qu'il était *Chargé d'affaires* (en français dans le texte original).

Je l'ai dit au Premier ministre. Celle-ci m'a fait remarqué qu'ils ne se connaissaient pas.

Nous lui avons demandé de lui téléphoner.

Elle a cherché ces coordonnées téléphoniques dans l'*annuaire* (en français dans le texte original) et elle ne les a pas trouvées.

Après plus ou moins cinq minutes, nous avons vu cette femme *chargée d'affaires* (en français dans le texte original) à travers la fenêtre.

Elle s'entretenait avec le Belge.

Après l'entretien, le Belge m'a dit qu'elle était d'accord, mais qu'il ne fallait pas que nous passions par l'entrée principale, car nous risquions d'être vus et ainsi la mettre elle aussi dans une situation critique d'être attaquée à son tour.

Elle nous a conseillé de faire tout notre possible et la faire passer par le mûr, du côté que les militaires ne voyaient pas.

Nous avons posé deux tables l'une sur l'autre, à côté du mûr, j'ai monté, cherchant à me mettre à l'intérieur et l'accueillir.

Le fusil placé plus bas que l'ESM, à la barrière, me tira dessus.

Le Premier ministre a dit qu'après tout c'était fini, qu'il fallait tout laisser tomber. (illisible) a voulu monter lui aussi, on a tiré sur lui et il a abandonné.

Après un certain temps les gendarmes qui étaient allés chercher quelqu'un pouvant accepter de la cacher sont revenus, disant qu'il y avait des Sénégalais qui avaient accepté de l'accueillir.

Après avoir déposé les enfants et une boyesse, nous avons pris le Premier ministre et son mari.

Sé

104

Sé

104

104

Après cette opération nous sommes revenus à la résidence, y laissant plus ou moins cinq gendarmes qui surveillaient de loin la maison dans laquelle nous les avions placés. Directement après mon arrivée MPORENDORE m'a téléphoné, me demandant comment la situation se présentait.

Je lui ai raconté comment c'était et ce que nous avions fait.

Après j'ai entendu en messagerie le colonel BAVUGAMENSHI qui disait au s/lt BIZUMUREMYI de faire tout son possible pour envoyer des gendarmes chez le Premier ministre et chez TWAGIRAMUNGU Faustin.

Après plus ou moins trente minutes j'ai encore une fois entendu BIZUMUREMYI dire à BAVUGAMENSHI que la route leur était barrée, que la *patrouille* (**en français dans le texte original**) les avait stoppé, alors qu'il venait arrivés plus haut que l'ESM, à l'endroit où une barrière était érigée.

Il lui a répondu que s'il n'y avait plus moyen, il pouvait revenir à Kacyiru. Ainsi ils sont rentrés.

Quelque temps après un militaire belge faisant partie de ceux qui gardaient la résidence du Premier ministre a appelé son *chef* (**en français dans le texte original**), le lieutenant, et lui a dit qu'il voyait beaucoup de militaire venir en notre direction. Il a ajouté que probablement nous étions attaqués.

J'ai accompagné ce lieutenant et nous avons constaté qu'effectivement ils venaient. Le militaire en question voulait tirer, mais le lieutenant lui a interdit de le faire.

En un laps de temps ils étaient là.

A leur arrivée ils disaient : « *Déposez les armes, Haut les mains* » (**en français et ainsi dans le texte original**).

Je me suis rendu compte que les militaires belges

Sé

Sé

1004 1004 1004

fusils (1^{ère} ligne illisible)

Ils les avaient mis de côté.

Ces GP se sont mis à tirer, ils sont entrés dans la résidence en tirant sur les murs de la maison, partout.

Nous avons également entendu des balles du côté où nous avons caché le Premier ministre.

Nous avons pensé que l'endroit était démasqué.

Nous sommes passé par la brèche pour aller voir.

Arrivés là-bas les gendarmes que nous y avons positionnés, d'un signe, nous ont signalé qu'il n'y avait rien.

Nous avons ensuite cherché où nous positionner dans cet endroit où se trouvait cette maison.

Nous ne sommes pas retournés à la résidence du Premier ministre.

Toutefois nous les entendions parler. Ils disaient qu'elle n'était pas là, qu'ils ne savaient pas où on l'avait conduite. Ils pillaient et buvaient des boissons alcoolisées.

Le Colonel BAVUGAMENSHI m'a conseillé de chercher dans les parages un *téléphone fixe* (en français dans le texte original), pour que nous l'utilisions pour nos communications.

Je l'ai cherché et trouvé et je lui ai communiqué les numéros téléphoniques.

Il m'a téléphoné, on m'a appelé que j'aille m'entretenir avec lui.

A peine la conversation engagée, j'ai entendu des bruits de balles dehors.

Je suis sorti voir.

Une fois dehors j'ai trouvé six militaires. Ils m'ont immédiatement arrêté, me demandant de leur indiquer où se trouvait le Premier ministre.

J'ai répondu que la MINUAR l'avait prise vers 2 heures du matin et que je ne savais pas où

Sé

Sé

114 114 114 114

on l'avait amenée.

Ils n'ont pas voulu me laisser tranquille (illisible).

Ils ne m'ont même pas de retourner à l'intérieur dire au Colonel BAVUGAMENSHI comment la situation se présentait, car en sortant je lui avais dit que je revenais dans quelques instants.

Il attendait toujours (au téléphone)

Ils m'ont amené. Arrivés à une autre maison, ils ont réclamé à boire. On leur a donné de la bière et ils ont bu.

Une autre équipe venu de l'autre côté a suggéré de fouiller maison sur maison, que même des militants du MRND pouvaient la cacher.

Je les ai entendu crier qu'il venait de la trouver avec son vilain de mari. fort barbu.

Ils sont descendu avec elle, jusqu'à sa résidence. Ils étaient contents, ils tiraient dans l'air.

Ceux qui m'avaient arrêté prenaient leur temps, buvant tranquillement de la bière. Ils ont été distraits et je me suis sauvé.

Une fois chez BIZIMUNGU, cet homme-là qui m'avait prêté le téléphone, alors que j'allais raconté le déroulement des faits au Colonel BAVUGAMENSHI, j'ai entendu BIZIMUNGU parler au téléphone, riant, disant que c'était aussi fin pour cette femme-là (Premier ministre), que seul TWAGIRAMUNGU venait d'échapper.

Le soir nous avons quitter cet endroit où vivait BIZIMUNGU, nous avons caché nos bérets, nous sommes aventurés sur la route et avons regagné notre camps.

Sé

Sé

104

104

104

Q/ Tu n'as rien appris d'autres à propos des militaires belges depuis que votre départ après que Agathe soit cachée chez les Sénégalais ?

R/ Non, à part ce que j'ai entendu les gens dire

Par exemple un certain SAKINDI Gaston, il est actuellement chauffeur de taxi et il fait la route Kigali - Ruhengeri, comme il connaissait celui qui conduisait le véhicule ayant amené les Belges, comme il connaissait également ceux qui avaient le commandement dans cette attaque menée chez le Premier ministre.

Dans le temps il conduisait la voiture du capitaine SAGAHUTU Innocent.

Q/ Selon tes souvenirs quels sont les gendarmes qui étaient avec toi ?

Où se trouvent-ils ?

R/ Je me souviens de UWILINGIYIMANA Mamerte ; il habite près de l'égout servant de frontière entre les secteurs de Cyahafi et de Gitega ; MUNYANKUMBURWA Gervais qui habite à Rugando, un peu plus loin que le Camp G.P (*Garde Présidentielle* (en français dans le texte original)).

Personne d'autre n'est plus au Rwanda. Ils sont partis pour ne plus revenir.

Q/ Selon ce que SAKINDI t'a dit, quels sont les responsables qui avaient envoyé ces militaires chez le Premier ministre ?

R/ Il m'a parlé du major NZUWONEMEYE et du capitaine SAGAHUTU. Ils étaient du bataillon de reconnaissance.

Sé

Sé

100

100

100

Q/ As-tu quelque chose d'autre à ajouter à tes déclarations ?

R/ Ce que je dirais c'est que, compte tenu du matériel qu'ils avaient lorsqu'ils nous ont attaqué, compte tenu également de l'endroit d'où ils venaient ainsi que des dires de certains d'entre eux, j'affirmerais que nous avons été attaqués par des gens de l'ESM (Ecole Supérieure Militaire (en français dans le texte original)), ceux du Camp GP (Garde Présidentielle(en français dans le texte original) et ceux du Camp Kigali.

Ils étaient mélangés et ce n'était pas facile d'identifier qui assurait le commandement.

En plus, SAKINDI Gaston reconnaît lui-même avoir transporté des minutions plus ou moins deux fois, ravitaillant les militaires qui avaient attaqué la résidence du Premier ministre.

Il y a même déposé quelqu'un qui venait entretenir un fusil.

Enfin, ce minibus faisait des va-et-vient en face de chez le Premier ministre.

Q/ As-tu vu ou entendu NTUYAHAGA en ces moments précis ?

R/ Je ne l'ai pas vu et je n'ai rien entendu le concernant.

Lecture faite, le comparant persiste dans ces déclarations et signe avec nous.

Dont acte

(en français dans le texte original)

*Le comparant
GASAMAZA Germain.
Sé*

*L'OMP
Frédéric AFRICA
Sé*

Pour traduction conforme

**Joseph UFITEYEZU
Traducteur assermenté**

